


# Les parents mal informés LORS DES INSCRIPTIONS

 Près de 25 % des écoles ne collaborent pas au site censé informer les parents sur les places disponibles dans le fondamental

▶ À peine 66 à 85 % des écoles maternelles et primaires, selon les provinces où elles sont situées, jouent le jeu dans la mise à jour du site Internet officiel de la Fédération Wallonie-Bruxelles visant à permettre aux parents de savoir où se trouvent encore des places disponibles dans l'enseignement fondamental. Les parents qui consultent le site se basent ainsi sans le savoir sur des données incomplètes.

Le site Internet Places écoles maternelles et primaires a été lancé en avril 2015 par l'ancienne ministre Joëlle Milquet (CDH) afin de mettre un terme au parcours du combattant des parents, surtout à Bruxelles, qui devaient jusqu'alors faire le tour des écoles ou leur téléphoner pour savoir si celles-ci disposaient encore d'une place pour leur enfant. "Ce site sera aussi très pratique pour les directeurs. Cela leur évitera de recevoir tous les coups de fil de parents lorsque leur école sera complète", se félicitait à l'époque la ministre CDH.

**LE PRINCIPE DE** fonctionnement est assez simple : les directions sont invitées à mettre elles-mêmes à jour les informations concernant leur établissement via une appli-

cation informatique. Force est de constater que 534 des 2.086 écoles maternelles ou primaires en Fédération Wallonie-Bruxelles, soit 25 % d'entre elles, n'ont pas complété l'application en 2017-2018.

C'est ce qui ressort d'une réponse de la ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns (CDH) fournie mardi à la députée Barbara Trachte (Ecolo) qui l'interrogeait sur un éventuel problème de mise à jour du site, après avoir reçu plusieurs signalements en ce sens de parents utilisateurs.

"Ce site répond à une réelle nécessité, comme le confirment les plus de 54.000 consultations depuis sa mise en ligne. Quatre circulaires ont été envoyées aux chefs d'établissements pour leur rappeler leur obligation de transmettre ces données", lui a notamment répondu Marie-Martine Schyns.

Pour Jean Danis, directeur d'une école fondamentale à Liège et ancien vice-président du collège, la situation s'explique en grande partie par la charge de travail importante pesant sur les directeurs d'écoles. "Personne ne remet en question l'utilité d'un tel site, mais je crois qu'un certain nombre de directeurs le voient comme une

énorme charge supplémentaire. Il faut aussi voir si dans les régions où la pression démographique est moins élevée les directeurs y voient une utilité", indique-t-il.

Julien Thomas

## "On a un vrai problème si cela se confirme !

**BRUXELLES** "C'est bien que ce site Internet existe. On veut que tous les gens aient le plus de facilités à s'inscrire dans les écoles fondamentales, en particulier dans les écoles maternelles. Donc, c'est bien qu'il y ait un site Internet qui leur indique où il y a des places disponibles. Ceci dit, si ce site Internet n'est pas mis à jour par rapport à la réalité, on a un vrai problème ! Il y a des personnes qui vont faire des démarches pour s'inscrire, surtout pour des personnes défavorisées qui pourraient se trouver devant une école qui leur ferme la porte, alors qu'elle était censée avoir de la place. On pourrait encore plus décourager les personnes qui ont fait la démarche de s'inscrire", insiste la députée Barbara Trachte (Ecolo), qui a interrogé mardi la ministre sur le sujet. "Si un certain nombre d'écoles ne remplissent pas l'application Plaf, alors qu'elles en ont l'obligation, c'est scandaleux ! Il y a déjà un problème évident pour les parents à trouver des places."